

A l'attention de Mme Claude Leostic

Madame la Présidente,

J'ai bien reçu votre courrier adressé à l'ensemble des candidats à la Présidence de la République.

Les questions que vous posez sont éminemment délicates, de toute première importance en matière de relations internationales comme de géopolitique, mais également sensible à l'échelon national lorsque l'on sait la passion des Français pour la liberté et les droits de l'Homme.

Mon souci n'est pas de plaire ou de complaire à qui que ce soit, mais bien de proposer aux Français une nouvelle politique dans le respect de l'intérêt général et des peuples.

A ce titre, j'estime que la chape de plomb qui pèse sur la question israélo-palestinienne en France au sein de la classe politique française ne fait pas honneur à la République et au débat d'idées nécessaire à la vitalité de notre pays. Le règne du politique correct en la matière doit cesser, et je m'y emploierai en 2012.

La France a bien entendu une responsabilité historique dans la création de l'Etat d'Israël. Cette responsabilité, elle doit l'assumer pleinement, mais dans les limites exclusives du contenu sur lequel historiquement elle s'est engagée.

Or il semble évident qu'aujourd'hui le gouvernement israélien se trompe sur la direction à suivre, en particulier quant à la question palestinienne, et plus généralement à l'égard de l'ensemble du « monde arabe ». Et c'est d'ailleurs bien parce qu'il en est le premier conscient qu'il est aussi animé, de l'intérieur, par un débat sur la question palestinienne et le rôle d'Israël dans le monde arabe. J'ai ainsi déjà rencontré des Israéliens convaincus que l'attitude de leur gouvernement ne joue pas dans l'intérêt d'Israël, et plus largement encore ne joue pas dans l'intérêt des juifs à travers le monde.

Car c'est un point très important à mes yeux : il ne faut pas confondre les gouvernements israéliens successifs avec les juifs. Etre juif, même israélien, ne signifie pas nécessairement que l'on soutient la politique de Benyamin Netanyahou, de la même façon qu'être américain ne signifiait pas nécessairement approuver l'intervention américaine en Irak. En la matière, les amalgames sont les ennemis acharnés de la paix.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle j'ai approuvé pleinement la position française consistant à soutenir la candidature de la Palestine à l'ONU. Je suis même en faveur d'une candidature pleine et entière, et pas seulement au titre "d'observateur".

Je n'hésite donc pas à l'écrire : le peuple palestinien a bien évidemment droit à un Etat indépendant et la colonisation israélienne en violation du droit international doit cesser.

Cette position, comme gaulliste, est profondément conforme au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Une liberté des peuples à laquelle le Général de Gaulle s'est montré si attaché tout au long de sa vie, de Québec à Phnom-Penh, et pour laquelle il a combattu au péril de sa vie en Europe face à la barbarie nazie.

Une liberté des peuples que les Français eux-mêmes, enchaînés dans une Union Européenne anti-démocratique et illégitime depuis 2005, devront également reconquérir peu à peu, et notamment pour commencer par la voie des urnes dès 2012.

Je vous remercie de l'attention que vous avez bien voulu prêter à ce texte qui ne vous aura sans doute rien appris. Ce n'est qu'une attestation ou une confirmation de ma fidélité au Gaullisme, dont j'ai simplement tenu, ici, à développer l'esprit, c'est-à-dire, à tout le moins, le sens dans lequel je l'interprète.

Vous assurant de ma préoccupation pour l'indépendance du peuple palestinien, je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations républicaines.

Bien cordialement.

Nicolas DUPONT-AIGNAN
Candidat à la présidence de la République
Député de l'Essonne – Maire d'Yerres